

Le « moment Vietnam » approche : l'Empire s'épuise | Prof. David Gibbs

Après 4,5 ans de guerre par procuration, quelque chose se brise : lorsque les fissures dans le discours pro-guerre deviennent si importantes que même les néoconservateurs doivent admettre que l'empire est à court de munitions, un point d'inflexion a été atteint. Et nous avons déjà vu cela auparavant. Ce que David Gibbs appelle le « moment vietnamien » n'est plus très loin. Dans cet entretien, le professeur David Gibbs de l'Université d'Arizona évoque son voyage dans les pays baltes, affirmant que le sentiment anti-russe y est très répandu et que les minorités russophones y font face à l'exclusion. Lui et Pascal Lottaz comparent le discours occidental sur l'Ukraine à celui sur le Vietnam, débattent des coûts politiques d'un revers et examinent comment le langage des guerres culturelles peut être utilisé pour soutenir une intervention militaire. Liens : David N. Gibbs : <https://dgibbs.arizona.edu/> Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Produits dérivés : <https://neutralitystudies.com/shop> Don : <https://neutralitystudies.com/donate> Horodatages : 00:00:00 Russophobie balte et minorités russes 00:10:59 Russophobie, stéréotypes et racisme 00:17:11 L'Ukraine et un deuxième moment vietnamien 00:33:26 Élitisme de l'UE, discours de guerre et crise 00:40:18 Une nouvelle coalition anti-guerre peut-elle émerger ? 00:53:18 Et si la Russie ne craquait pas ? 01:01:13 Responsabilité, défaite et escalade 01:15:33 Où trouver David Gibbs

#Pascal

Bon retour à tous sur Neutrality Studies. Aujourd'hui, nous recevons à nouveau le toujours brillant professeur David Gibbs, de l'université d'Arizona. David, bon retour parmi nous.

#David Gibbs

Merci de me recevoir, Pascal.

#Pascal

Merci de vous reconnecter. Nous pouvons d'abord parler de l'une de vos expériences récentes, parce que vous avez visité les pays baltes et que vous avez des choses à dire sur la russophobie. Ensuite, dans la deuxième partie, nous aborderons ce que vous appelez peut-être un deuxième moment Vietnam. Mais commençons par la russophobie. Qu'avez-vous réellement vécu dans les pays baltes ?

#David Gibbs

J'ai passé un mois dans les trois républiques baltes : la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie. Principalement en Lettonie, mais avec des séjours plus brefs dans les deux autres. Et, en surface, elles sont très charmantes. En tant qu'Américain venant des États-Unis, je suis toujours frappé de voir à quel point l'Europe est mieux organisée. C'est beaucoup plus agréable. Il y a beaucoup d'aspects charmants. Mais dans les pays baltes, il y a aussi une face très sombre, qui a toujours existé. Et elle se manifeste surtout par une forme de nationalisme agressif. Il y a des drapeaux absolument partout, des drapeaux nationaux, presque toujours associés à des drapeaux ukrainiens. Et les déclarations hostiles à la Russie sont, là encore, présentes pratiquement partout.

En Lituanie, par exemple, dans la salle du conseil municipal, un immense bâtiment, il y avait une grande déclaration anti-russe. C'était quelque chose dénonçant Poutine, en anglais, à la vue de tous. J'ai fait plusieurs visites guidées, et les guides étaient très... J'ai ressenti une véritable hostilité ouverte envers tout ce qui est russe. Ce n'était pas seulement Poutine, mais, je pense, tout ce qui est russe. Et cela se reflète aussi très fortement dans l'histoire récente du pays. La Lettonie a pratiquement failli interdire la langue russe. C'était une langue facultative dans le secondaire, et je pense qu'ils l'ont quasiment interdite à partir de cette année. C'est très intéressant, parce qu'en Lettonie, je crois qu'environ vingt-cinq pour cent de la population est d'origine russe, et le russe n'est jamais devenu une langue secondaire.

Je veux dire, au Canada, environ un quart de la population est francophone, c'est la même proportion. Et le français a un statut égal à celui de l'anglais. Vous allez au Canada, tout est en anglais et en français. Mais le russe, lui, n'a pratiquement jamais été une langue officielle. C'était une langue optionnelle au secondaire. Je crois que cela a pris fin. La radio nationale diffusait autrefois en russe. Je crois que cela a cessé, ou que cela est sur le point de cesser. Il y a donc une véritable hostilité envers les Russes. Et cela va plus loin encore, dans le sens où un nombre important de russophones se sont vu refuser la citoyenneté, ou n'ont jamais été autorisés à l'obtenir. Je ne sais pas quel en est le pourcentage, mais il est élevé. Et au Musée national, ils l'ont dit ouvertement.

Je suis allé au Musée national, et ils ont parlé du fait qu'ils ont des cartes d'identité distinctes. Un certain pourcentage de la population russe a des cartes d'identité de non-citoyen, essentiellement parce que ces gens sont apatrides. Ça me rappelle un peu l'entre-deux-guerres, quand il y avait les passeports Nansen pour les apatrides, les personnes déplacées. Et, pour ce que ça vaut, mon père était un réfugié d'Allemagne. Il avait un passeport Nansen. Ça me rappelle un peu cela. Et puis, puisque je fais des parallèles historiques, vus depuis les États-Unis, cela m'a un peu rappelé l'Alabama et le Mississippi de l'Europe, peut-être, à l'époque. Y compris dans les attitudes, les attitudes réellement hostiles envers un grand nombre de personnes qui vivent dans la région baltique, les Russes de souche.

La Lituanie, soit dit en passant, je ne pense pas qu'elle ait une importante minorité russe, ou une grande minorité russe. L'Estonie, si. Et je crois qu'il y a aussi des problèmes similaires en Estonie.

Donc, vous savez, il y a un autre point qui mérite d'être souligné : ce sont des membres de l'Union européenne et de l'OTAN. Et je trouve vraiment... impressionnant que l'Union européenne et l'OTAN, qui emploient un langage très moralisateur et plein de suffisance, ne semblent pas très préoccupées par tout cela. En fait, bien sûr, comme tout le monde le sait, une Estonienne est désormais, de fait, la ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne : Kaja Kallas. Waouh. Et elle est ouvertement anti-russe, pas seulement anti-Poutine, mais anti-russe. Bref, voulez-vous me poser des questions là-dessus ?

#Pascal

Oui, je veux dire, n'est-ce pas une partie de tout cet horrible processus ? On a une Union européenne qui prétend défendre le libéralisme et le multiculturalisme, et qui dit que tout peut être intégré. Mais depuis deux mille quatorze, on accepte que l'Ukraine bombarde d'autres régions d'Ukraine et tue un très grand nombre d'Ukrainiens, simplement parce qu'ils parlent une autre langue. Et tous ces programmes anti-russes, en gros, sont institutionnalisés. Et tant que c'est anti-russe, c'est, par définition, quelque chose de positif. C'est là qu'on retrouve cette hypocrisie qui dérange tant d'entre nous depuis des années. Et vous confirmez une fois de plus qu'elle est toujours omniprésente.

#David Gibbs

Ce qui m'a intéressé, c'est qu'il y avait, je suppose, une certaine image des Russes. Du moins, c'est l'aspect objectif. Mais l'impression que j'ai, c'est qu'on voit les Russes comme une sorte de force diabolique, une menace pour la sécurité nationale. C'est le cas partout en Europe et aux États-Unis. Je me souviens que, si quoi que ce soit tourne mal aux États-Unis, ce sont forcément les Russes. Vous savez, Donald Trump a été élu. C'est forcément la Russie qui l'a fait. Pendant des années, on a été obsédés par ça. Et en Europe, le Brexit, c'était... Ça devait forcément être les Russes qui l'avaient fait. Tout ce qui arrive, ce sont les Russes.

Quelque chose tombe en panne, il doit forcément y avoir eu un sabotage russe. Ça me rappelle un peu, encore une fois, des parallèles historiques. Franchement, ça ressemblait presque à une résurgence, sous une forme différente, de cette vieille forme d'antisémitisme. Je ne parle pas de la forme factice dont le lobby israélien se plaint sans cesse, qui est en grande partie fictive. Je parle de celle qui existait dans les années trente. Là, on parle de l'Allemagne nazie. Moi, je parle de toute l'Europe et des États-Unis, à propos des Juifs. Pardon, allez-y, allez-y.

#Pascal

Désolé, je veux juste dire que je vais vous envoyer un essai que Jakob Rapkin est en train d'écrire en ce moment même. Il y développe exactement cela, sur neuf mille mots : les parallèles entre la russophobie et l'antisémitisme, et le fait qu'ils viennent tous deux exactement du même endroit, politiquement parlant. Oui.

#David Gibbs

Oui, bon. Je suis content que d'autres personnes le voient aussi. C'est exactement comme ça que je l'ai perçu. C'est intéressant, parce que l'antisémitisme... encore une fois, oubliez ce que dit Yusra El-Labi. L'antisémitisme, en Europe et aux États-Unis, est officiellement honni. Il est interdit. Dans beaucoup de pays européens, il est littéralement illégal. Et c'est intéressant dans des endroits comme la Lettonie, parce que la Lettonie avait la Légion lettone, qui était une division de la SS, et beaucoup de Lettons l'ont rejointe. Et, vous savez, à tel point que je crois que la Légion lettone avait une journée commémorative, à un moment en mars, qui a brièvement été, pendant quelques années, un jour férié officiel en Lettonie.

Je crois qu'ils ont dû renoncer à en faire un jour férié officiel lorsqu'ils ont rejoint l'Union européenne. Mais c'est désormais une fête officieuse, largement célébrée. Et donc, on a bien l'impression que, comme dans beaucoup d'endroits d'Europe de l'Est, le nazisme bénéficiait d'un certain soutien populaire pendant la Seconde Guerre mondiale. La collaboration n'était pas comme en Norvège. Il y avait Quisling. C'était un parfait inconnu en politique, sans soutien populaire, une pure marionnette. Ce n'était pas le cas partout en Europe. Et je n'ai pas l'impression que ce soit le cas en Lettonie. Et, vous savez, je soupçonne qu'il y avait une histoire très profonde d'antisémitisme en Lettonie et dans la région baltique en général.

Mais aujourd'hui, en substance, c'est interdit. Et là encore, ce qui le remplace, ce sont les Russes, qui sont traités et dont on parle presque exactement de la même manière. Et ça, c'est autorisé. C'est considéré comme une forme de sectarisme politiquement acceptable. Et, vous savez, il est difficile de parler de ces choses-là. Je ne veux pas paraître moralisateur, parce que je n'aime vraiment pas ce ton-là. J'essaie simplement d'être aussi factuel que possible. Vous pouvez porter le jugement que vous voulez là-dessus, mais c'est ce que je vois de mes propres yeux, et c'est comme ça que je le perçois.

#Pascal

Petite précision, très rapide. La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire gratuitement à mon Substack. Vous pouvez aussi aider en prenant un abonnement payant, ou vous procurer certains de nos nouveaux produits dérivés sur NeutralityStudies.com. Les liens sont ci-dessous.

#David Gibbs

On se retrouve là-bas.

#Pascal

J'étais en Russie il y a deux mois, à une conférence sur la russophobie. Et l'une des conclusions auxquelles nous sommes arrivés là-bas, c'est que le stéréotype russophobe classique remplit en fait deux fonctions totalement opposées. D'un côté, il doit dépeindre les Russes comme des gens diaboliques et extrêmement dangereux, qui vont vous tuer, peut-être vous tuer à n'importe quel moment. De l'autre, il doit aussi les ridiculiser. Il doit les faire paraître stupides.

#David Gibbs

C'est vrai.

#Pascal

En même temps. Et elles doivent être les deux à la fois, ce qui devrait être mutuellement exclusif, mais ça ne l'est pas. Est-ce que c'est aussi un peu votre expérience, de la manière dont elles sont représentées dans les pays baltes ?

#David Gibbs

Vous savez, là encore, ce n'est qu'une impression, mais je pense qu'ils étaient — c'est en tout cas l'impression que j'en ai eue — d'une certaine façon, d'un côté, rusés, habiles et intelligents, mais de la manière la plus malveillante qui soit. Et de l'autre, négligés, primitifs et arriérés. On n'aime pas employer... Je pense que, là encore, en Europe, vous avez cette chose particulière, surtout en Europe de l'Est : où finit l'Europe et où commence l'Asie ? Oui. Ici, dans notre village, c'est l'Europe. Mais là-bas, de l'autre côté de la rivière, c'est l'Asie. Et l'Asie, bien sûr, c'est mal. C'est quelque chose de mauvais. Géographiquement, ça n'a aucun sens. L'Eurasie est un continent intégré. Mais passons là-dessus. La réalité n'est pas la question, ici.

Je pense que cela fait partie de l'idée : les Russes seraient à la fois ridicules et intelligents. C'est donc, en quelque sorte, un point de vue contradictoire. En 2016, Hillary Clinton a tristement qualifié la plupart des électeurs de Trump de « panier de déplorables ». Je pense qu'elle a probablement perdu l'élection pour cette seule raison. Ça n'est pas très bien passé auprès de beaucoup de gens. Et je pense que la Russie est considérée comme le « panier de déplorables » de l'Europe. Ce sont les déchets, pardonnez-moi l'expression, les « white trash » de l'Europe. Ils sont perçus en termes racialisés, presque comme une race différente, même s'ils sont blancs, ou si la plupart d'entre eux le sont — pas tous. Ce sont des stéréotypes, vous savez. Des stéréotypes vraiment très déplaisants. Mais je pense que c'est ainsi qu'ils sont perçus. Je ne sais pas. Vous voulez réagir à ça ?

#Pascal

Le racisme qui est là-dedans. C'est aussi là que mène l'essai de Yakov Rapkin. L'antisémitisme et la russophobie, ce sont deux formes de racisme. Il n'est pas nécessaire que cela concerne la couleur de

la peau. En fait, ils sont incroyablement doués pour être racistes envers des gens de tous les types, n'est-ce pas ? Et pour créer ces stéréotypes absurdes. Mais, au fond, cela revient toujours à déshumaniser, à exclure, et aussi à décrire quelqu'un comme une personne qu'il faut éduquer. Nous devons partir porter le fardeau de l'homme blanc, pour civiliser ces barbares. C'est, au fond, cet élément impérial et colonial qui justifie l'expansion, et qui leur permet ensuite d'aller n'importe où et de s'y installer. Si quelqu'un résiste, c'est simplement une preuve supplémentaire qu'il a besoin d'une éducation plus sévère.

#David Gibbs

Eh bien, je pense que vous touchez là à quelque chose de remarquable en Europe : la vigueur avec laquelle les discours de haine y sont condamnés. L'Europe n'aime pas les discours de haine, sauf quand ils visent les Russes. Là, c'est louable. Pas seulement louable : il faut le faire. C'est presque obligatoire. Et là encore, les pays baltes, à mes yeux, représentent une version extrême de quelque chose de plus général en Europe. Bien sûr, la réponse à cela, c'est : les Russes ont maltraité les pays baltes. Regardez comment ils ont été traités sous l'Union soviétique. Ils ont été annexés de force. C'est en quelque sorte vrai, à un détail près : la personne qui en était la plus responsable n'était pas russe.

Il était géorgien. Il s'appelait Joseph Staline. Ils oublient ce petit détail. Mais, encore une fois, la réalité est tout autre. Et puis il y a aussi la question de la punition collective. Tous les Russes font l'objet d'une punition collective, y compris les Russes ethniques qui vivent en Lettonie, qui vivent dans la région baltique. Et il semble que l'Union européenne ne l'approuve pas activement, en réalité. Mais elle est très près de l'approuver. En tout cas, elle ferme les yeux là-dessus. Je dirais que cela ne donne pas une très bonne image des normes de l'Union européenne en matière de droits humains. C'est très contradictoire avec le genre de rhétorique qu'ils aiment employer.

#Pascal

Non, non. Mais cela dit, on en est à un point où Kaja Kallas, la ministre des Affaires étrangères — entre guillemets — de l'Union européenne, va en Arménie serrer la main de quelqu'un qui vient, en gros, d'incarcérer les dirigeants de l'Église et toute la direction politique là-bas, puis le félicite en le présentant comme un bon exemple de démocrate. Et, dans le même temps, elle réprimande les Géorgiens parce qu'ils ne sont pas assez européens. C'est un moment très étrange, en réalité. La rhétorique semble perdre — ou les mots, les actes de langage semblent perdre — l'essentiel de leur sens originel. Mais c'est simplement l'époque que nous traversons. C'est peut-être le moment de passer un peu à autre chose, à ce que vous appelez le moment Vietnam. Parce que la réalité a cette étrange habitude de s'imposer de temps à autre. Et avez-vous le sentiment qu'il y a maintenant quelque chose de bizarre, où, dans la réalité, des choses se produisent qui finissent par devenir impossibles à ignorer ? Oui.

#David Gibbs

Eh bien, vous savez, permettez-moi de dire d'emblée qu'il y a deux récits qui circulent. C'est une expression que je viens d'entendre de John Mearsheimer. Le premier récit, c'est que la Russie est en train de perdre la guerre. Regardez : le pays s'effondre, l'économie s'effondre, Poutine perd du soutien. Il y a justement un article dans The Economist sur le fait que Poutine perd du soutien. Et l'autre récit, c'est l'inverse : la Russie est en train de gagner. L'un des problèmes, c'est l'information. Il est très difficile d'obtenir de bonnes informations là-dessus. Vous savez, je ne peux pas me rendre sur le champ de bataille et faire une analyse sérieuse. Alors, comment obtenir des informations ? Il y a des faits que l'on peut vérifier. Et un fait très intéressant, ce sont les dépenses militaires. Je suis allé voir l'institut SIPRI, à Stockholm. Ils ont des données sur le sujet. Quelle part de l'économie russe est consacrée au militaire ? La réponse, c'est que les dépenses militaires représentent 6,3 % du PIB. Je viens de vérifier. Ce n'est pas très élevé pour un pays en guerre.

#Pascal

Mais c'est aussi — et c'est ce que l'autre camp cite généralement — plus de quarante pour cent du budget des ménages. De quel budget parle-t-on ? Des ménages, de l'ensemble des ménages, de la totalité... Donc pas du PIB, mais de l'ensemble des dépenses, en quelque sorte...

#David Gibbs

C'est vrai, mais il faut comparer avec d'autres pays. Si on compare, disons, avec les États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, je pense que nous dépensions largement plus de quarante pour cent du PIB. L'Allemagne nazie était largement au-delà de cinquante pour cent. Même pendant les guerres du Vietnam et de Corée, je pense que les dépenses étaient supérieures à celles de la Russie aujourd'hui. Donc, au regard des standards historiques, ce n'est pas beaucoup. Pour moi, cela indique que la Russie pourrait augmenter ces dépenses si elle le voulait. Cela indique qu'elle ne souffre pas vraiment tant que ça sur le plan économique. C'est assez clair. Et puis, il y a une autre chose importante : l'idée que l'Europe, ou même les pays baltes, devraient craindre une invasion russe est un conte de fées complet.

Parce que s'ils se préparaient à envahir d'autres pays, ils dépenseraient bien plus que 6,3 % de leur PIB. Vous savez, la comparaison qu'il faut faire ici, et c'est celle que tout le monde fait, c'est avec l'Allemagne pendant sa montée en puissance avant la Seconde Guerre mondiale. Quand l'Allemagne se préparait à envahir la Pologne et tous les autres pays, je crois qu'au tout début de la Seconde Guerre mondiale, environ un quart de son PIB allait aux dépenses militaires. Et ce chiffre a augmenté ensuite. C'est ce qu'on observerait si la Russie préparait réellement une invasion généralisée. Or, on ne voit rien de tel.

Rien de tout cela ne se produit. Ce sont donc des faits vérifiables. Et il y a un autre fait vérifiable : la popularité de Poutine. C'est vérifiable. Il existe quelque chose qui s'appelle le Centre Levada, considéré comme un institut de sondage indépendant et fiable. The Economist vient de le citer, et

c'est très intéressant. Ils l'ont cité pour montrer que Poutine perd en popularité. Ils n'ont pas donné les chiffres, mais Poutine perd en popularité. Alors je suis allé sur le site du Centre Levada. Il perd en popularité. L'an dernier, son taux de popularité était de 87 %, et maintenant il est tombé à un niveau bas de 74 %. 74 %. Que puis-je dire ?

#Pascal

Il est presque éliminé, non ? Soixante-quatorze pour cent, ce doit être ça.

#David Gibbs

Oui, c'est une catastrophe. Enfin, Merz s'en sort bien mieux que ça. Starmer aussi, avant son départ, était bien plus populaire que ça. Et donc, enfin, n'importe quel dirigeant européen fait bien mieux que ça.

#Pascal

Au sommet de sa popularité, il était à environ deux cent cinquante pour cent, c'est ça ? Oui.

#David Gibbs

Ça doit l'être, ça doit l'être. Mais quoi qu'il en soit, j'ai écrit une lettre à The Economist pour souligner qu'ils auraient dû mentionner les chiffres ici, mais je doute qu'ils la publient. En tout cas, au fond, ce qu'on voit là, c'est que je pense que la Russie peut soutenir cette guerre et qu'elle gagne sur le champ de bataille. Enfin, elle vient d'enchaîner une série de... de victoires, et ça avance très lentement. Mais je suppose que... ce que je comprends, c'est qu'on assiste progressivement à un effondrement de la capacité de l'Ukraine à recruter des soldats pour le front. Ils connaissent une pénurie très grave.

Ils n'ont plus de missiles antiaériens. Ils sont devenus un pays enclavé, Odessa étant pratiquement fermée. Je pense vraiment que ce n'est qu'une question de temps avant qu'ils ne craquent et qu'on commence à voir des avancées spectaculaires sur le champ de bataille. Je ne suis pas un expert militaire. Vous pourriez poser cette question à quelqu'un comme Douglas Macgregor, mais je soupçonne que ce moment approche. Et le problème, c'est que le discours en Occident se résume à : « Nous gagnons, nous gagnons, nous gagnons. » Et cela fait quatre ans qu'on entend ça. Pardon, vous vouliez dire quelque chose, Pascal ?

#Pascal

Oui, mais qu'est-ce qui se passe ensuite ? C'est aussi, d'une certaine manière, une évolution habituelle de la guerre et de la mentalité de guerre, non ? Les deux camps qui font la guerre doivent évidemment entretenir la conviction qu'ils sont en train de gagner. Parce que sinon, le plus naturel

serait déjà d'abandonner et de se rendre. On l'a vu en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale. Les Allemands faisaient comme si tout allait bien, jusqu'à ce que ce ne soit plus le cas. Au Japon, ils faisaient comme si tout allait bien, jusqu'à ce que les bombardements incendiaires commencent et que la réalité commence à s'imposer, au Vietnam.

Et je pense que c'est le parallèle que vous allez faire, parce que vous vous en souvenez aussi. C'est un peu ça : est-ce que c'était un récit de victoire jusqu'à ce que les défaites commencent à s'accumuler ? Alors, que se passe-t-il quand la réalité finit par s'imposer ? Et c'est la seule chose... Aussi horribles que soient les guerres, il y a un aspect : elles créent une forme de clarté. Parce qu'à un moment, on ne peut plus ignorer que vous perdez plus d'hommes que l'autre camp, et que les Russes sont à votre porte. Cela devient impossible à ignorer. Alors, qu'est-ce que cela produit ?

#David Gibbs

Eh bien, au Vietnam, voilà comment ça s'est passé. Les États-Unis étaient impliqués, bien sûr, depuis le début des années cinquante. Mais la véritable escalade est arrivée au début de mille neuf cent soixante-cinq. C'est à ce moment-là que les États-Unis ont commencé à envoyer des centaines de milliers de soldats au sol. Et on affirmait : « Nous sommes en train de gagner, nous sommes en train de gagner, nous sommes en train de gagner. » La presse l'a répété, pour l'essentiel. Et cela venait juste après l'ère McCarthy, donc les gens faisaient très attention à ne pas critiquer la politique officielle, alors que, sur le terrain, il était très clair que les États-Unis étaient en train de perdre. Les rapports des services de renseignement le montraient depuis le début. Robert McNamara était secrétaire à la Défense, et il allait partout dire que tout se passait très bien au Vietnam.

Alors qu'en privé, en gros, il exprimait une grande frustration. Les choses allaient très mal. Les forces américaines ne s'en sortaient pas si bien face au Viet Cong. Daniel Ellsberg, le célèbre divulgateur des Pentagon Papers, était un conseiller de McNamara. Il a dit que l'une des choses qui l'avaient fait changer d'avis et l'avaient conduit à divulguer les Pentagon Papers, c'est qu'en privé, vous savez, Ellsberg remettait ces rapports de renseignement. Ellsberg était un ancien Marine. Il enfilait un treillis et un casque, puis partait avec des patrouilles de l'ARVN au Vietnam pour voir sur le terrain ce qui se passait. Et ses rapports étaient accablants. Il disait : « Le Viet Cong est bien mieux organisé que nous ne voulons l'admettre. Ils sont en train de gagner. »

Et notre stratégie ne fonctionne pas. McNamara lisait ces rapports et exprimait une grande inquiétude quant à l'avenir. Puis, après les avoir lus, il descendait de l'avion et disait que tout allait très bien. Il mentait effrontément, voilà ce qu'il faisait. Et cela a duré plusieurs années. Les gens l'ont cru pendant plusieurs années, jusqu'à ce qu'en 1968, le Viet Cong lance l'offensive du Têt et réalise des avancées considérables. Je veux préciser que, militairement, pendant un temps, ils se sont très bien débrouillés. Ils ont pris le contrôle de l'ambassade américaine à Saïgon pendant vingt-

quatre heures. C'est incroyable, mais ils l'ont fait. Je veux dire, ils étaient aussi efficaces que ça. Et ils sont allés bien plus loin... Ils ont été bien plus efficaces que les médias américains ne pensaient que ce soit possible.

Ils n'en revenaient pas. Avec le recul, nous savons que c'était un pari du Viet Cong, parce qu'ils savaient qu'ils finiraient par être vaincus. Les États-Unis disposaient d'une puissance aérienne et d'une puissance de feu qui les vaincraient. Et ils ont subi de lourdes pertes. C'était un geste politique visant à saper le soutien de l'opinion publique américaine à la guerre. Les États-Unis sont une démocratie, du moins une démocratie limitée. Les gens votent. Et, vous savez, les Américains sont nationalistes. Ils aiment soutenir leur président en temps de guerre. Et ils aiment croire ce que disent le président et le secrétaire à la Défense. Et tout l'objectif de l'offensive du Têt était de détromper l'opinion publique américaine sur cette image.

Et ça a marché. C'est à ce moment-là que le soutien de l'opinion publique s'est fissuré, parce que les responsables gouvernementaux ne pouvaient tout simplement pas justifier leurs déclarations précédentes : vous savez, les Viet Cong sont globalement en train de perdre, les Viet Cong sont des idiots, ils ne savent pas ce qu'ils font. Il y avait cette chose qu'on appelait le décompte des morts. Ce détail macabre selon lequel les responsables gouvernementaux inventaient le nombre de Viet Cong tués. Ils inventaient les chiffres. C'est un détail sordide, mais c'était un indicateur de réussite. Et d'ailleurs, on voit ça aujourd'hui. Le New York Times énumérait le nombre de Russes morts. Personne ne peut vérifier ces chiffres. Alors, vous savez, d'où ils viennent ? Qui sait ?

Mais on retrouve la même chose qu'au Vietnam : cette idée qu'on est en train de gagner, de gagner, de gagner. Et toute information susceptible de contredire cela est pratiquement interdite. Je veux dire, il y a beaucoup de répression. Votre propre émission, par exemple, a été brièvement retirée de l'antenne pendant vingt-quatre heures. Des gens comme Jacques Baud, le colonel suisse qui intervient dans de nombreux podcasts, y compris le vôtre, ont subi diverses formes de harcèlement. George Galloway, en Grande-Bretagne... Il y a une répression, une intimidation des critiques de la guerre qui est vraiment assez remarquable. Et, par conséquent, le public n'a pas du tout une vision complète de la situation.

À un moment donné, les revers sur le champ de bataille deviennent tellement spectaculaires qu'il sera très difficile de continuer à soutenir cela. Et vous allez avoir ce qui s'est passé au Vietnam : un effondrement du soutien public à la guerre, un effondrement généralisé de la confiance dans les institutions. Aux États-Unis, cela a été assez spectaculaire. Je veux dire, il y a eu le syndrome du Vietnam, avec un profond cynisme de l'opinion publique envers tout ce que le gouvernement faisait en matière de politique étrangère. Pendant de nombreuses années, il est devenu très difficile pour l'armée de recruter des soldats. Des gens se soustrayaient à la conscription. Des gens se moquaient ouvertement de l'armée. La CIA a eu du mal à recruter pendant des années après cela.

Cela a affaibli le soutien du public à l'égard de toutes les institutions. Je pense que, dans l'Union européenne — et aussi aux États-Unis, mais surtout dans l'Union européenne — ils en ont

extrêmement peur. Je pense qu'ils savent qu'ils marchent sur une glace très mince. Vous avez des dirigeants comme Starmer. Starmer est arrivé, et c'était, je crois, le septième Premier ministre britannique en dix ans. Ou le sixième ? Je crois que la Grande-Bretagne en est à son septième Premier ministre en une décennie pour gouverner le pays. La Grande-Bretagne entre dans une période d'extrême instabilité. Vous savez, la France a essentiellement un système présidentiel qui empêche cela. Mais je crois que Macron est le président le moins populaire de l'histoire de la Cinquième République. Merz est très impopulaire.

Et donc, vous savez, l'Union européenne en général, les institutions de l'Union européenne, n'ont jamais vraiment suscité autant d'enthousiasme auprès du public européen. Je pense donc qu'au sein des élites de l'UE — pas seulement des élites politiques, mais sans doute aussi des élites du secteur privé —, on est conscient de marcher sur une glace très mince. Et la seule chose qui les sauve à ce stade, c'est le récit selon lequel nous sommes en train de gagner, nous allons gagner, nous allons vaincre cette Russie. Quand ce récit disparaîtra, il pourrait y avoir une grande crise politique en Europe. Et je pense que c'est quelque chose qui empêche de dormir tard dans la nuit, dans les cercles du pouvoir en Europe. Voulez-vous réagir à cela ?

#Pascal

Oui, c'est juste que, vous savez, ce que je me demande en ce moment, c'est que vous avez raison. Ces gens-là, ces figures-là sont impopulaires. Mais les systèmes, vous savez, les systèmes qui les produisent... Oui, les Britanniques sont en crise à cause de ce renouvellement constant. Mais d'un autre côté, on vient de voir comment M. Starmer a été remplacé par quelqu'un qui ressemble exactement à M. Starmer, qui a même la même coiffure. C'est comme... enfin, vous voyez. Et réfléchissez-y : pour les États-Unis, pour la politique étrangère américaine, vous aviez le choix entre Donald Trump et Kamala Harris.

C'est comme si... et je ne peux pas croire que Kamala Harris aurait eu une approche intrinsèquement plus pacifique envers la Russie. Ce serait plutôt l'inverse. Je ne pense pas qu'une guerre avec l'Iran aurait pu être évitée avec elle, mais même ça, ce n'est pas clair. Je veux dire, peut-être que ça serait arrivé plus tôt. Donc, en un sens, le système produit ces dirigeants qui, ensuite, appliquent des politiques très similaires, dans un cas comme dans l'autre. Et la question, pour moi, c'est : est-ce que le système lui-même est en danger ? Et je pense que... C'est vrai. Être aux commandes beaucoup, beaucoup plus fermement, en fait. Pardon ? Cela semble être aux commandes.

#David Gibbs

Je veux dire, le système. Pour l'instant, je me demande simplement combien de temps cela va durer. Autrement dit, il y a une forte inquiétude dans l'opinion publique face à la situation économique. La coupure de l'énergie bon marché en provenance de Russie leur fait énormément de mal. Et maintenant, bien sûr, le golfe Persique leur porte un second coup en matière d'énergie. Il y a une désindustrialisation en cours au cœur de l'Europe, en Allemagne, qui a été le centre industriel de l'

Allemagne pendant des décennies. Et cela est en train de s'effondrer. Je pense que l'une des questions, ici, c'est : pourquoi les élites européennes ont-elles voulu cette guerre avec la Russie, et pourquoi veulent-elles la prolonger ? Et je pense que, souvent, les pays entrent en guerre lorsqu'ils voient leur mode de vie menacé.

Et je pense que les élites européennes ont vu leur mode de vie menacé. Et quel était ce mode de vie ? L'Union européenne et l'OTAN. C'était ça, leur mode de vie. Et je pense qu'elles ont subi deux chocs. Le premier, c'était Donald Trump, qui, au moins au départ, était perçu comme anti-OTAN. Il semble mépriser l'Europe en général. Cela ne fait aucun doute. Et je pense qu'il préférerait largement quelqu'un comme Kamala Harris ou Joseph Biden. Je pense que c'est assez clair. L'élection de Donald Trump a été un choc majeur en Europe. Elle a été perçue comme une menace pour l'OTAN. Et puis, bien sûr, il y a eu le Brexit au même moment. Et ça a été un véritable choc pour l'élite européenne. La question, c'est donc : comment vous expliquez ça à vous-mêmes, entre vous, aux gens du club, si l'on peut dire ?

Et comment l'explique-t-on à la population ? La réponse, c'est qu'il faut un croque-mitaine. Il faut un démon, une figure diabolique. Et qui était ce démon ? Poutine et le peuple russe. Voilà leur réponse. Il faut une explication simple. Ça ne pouvait pas être que vous faisiez quoi que ce soit de mal. Ça ne pouvait pas être, au fond, que le néolibéralisme, que les politiques néolibérales, qui ont creusé les inégalités de richesse, y étaient pour quelque chose. Ça ne pouvait pas être quoi que ce soit qui ne va pas dans la politique existante. Alors on trouve une explication simple... Les gens aiment les explications simples, y compris, semble-t-il, les gens très instruits. C'est incroyable que des personnes très instruites aient pu adhérer à l'idée que c'était Poutine qui avait causé tous ces problèmes.

Mais j'entends ça tout le temps, venant de gens très diplômés : la raison pour laquelle Donald Trump a été élu, c'est que Poutine l'a fait élire. Le New York Times a été rempli d'articles là-dessus pendant des années. Et vous savez, je pense que c'est l'une des grandes raisons de cette montée de la russophobie. Je me souviens qu'à l'époque, alors que Donald Trump n'était même pas encore élu, il y avait aux États-Unis ce récit selon lequel tout était un complot de la Russie. Et c'était incroyable de voir à quel point c'était répandu. Au début, je pensais que personne n'y croirait. Puis tout le monde autour de moi y croyait. Je me suis dit : on dirait que quelqu'un prépare le terrain pour une guerre avec la Russie. Je me souviens l'avoir pensé à l'époque. Et nous y voilà.

#Pascal

D'une certaine manière, enfin, la conclusion à laquelle je suis arrivé, c'est que le rôle des médias libéraux aux États-Unis, et plus généralement en Occident, est de fournir constamment des justifications et des plaidoyers pour l'empire. Il y a encore eu un de ces articles récemment. Il y en a un dans le New York Times en ce moment, sur les raisons pour lesquelles les dirigeants américains continuent de mal comprendre l'Iran. Et, au fond, ça revient à dire que la guerre contre l'Iran est un grand malentendu. C'est tellement difficile de comprendre l'Iran. Si nous avions eu de meilleurs

diplomates, si nous avions mieux expliqué les choses, nous aurions compris, et la guerre aurait pu être évitée.

Cela n'a rien à voir avec le néoconservatisme, avec ce besoin et cette volonté de dominer, avec des projets d'attaque préparés depuis des décennies, ni avec le lien avec Israël. Ce serait un malentendu, parce que... vous savez, l'Occident et les États-Unis sont une force du bien. Donc, quand quelque chose de mauvais se produit, ce doit forcément être une erreur, n'est-ce pas ? Et c'est cette défense libérale de l'empire. Alors, en un sens, je me demande encore une fois dans quelle mesure le système produit simplement ces récits qui, bien sûr, justifient ensuite l'empire. Mais que se passe-t-il quand cela prend fin ? Et c'est, je pense, ce moment Vietnam. C'est ça, la question.

#David Gibbs

Qu'est-ce qui le remplace ? Je n'ai pas de bonne réponse à cette question. Enfin, l'une des choses que l'on voit, et qui est historiquement assez intéressante à mes yeux, c'est une fragmentation idéologique des idéologies aux États-Unis. Traditionnellement, l'anti-guerre était associé à la gauche politique. Au début de ma vie, c'était très, très, très clair. La gauche militante — je parle de celle située à gauche du Parti démocrate — était anti-guerre, anti-intervention. Elle parlait aussi de l'État profond, de la CIA, de la surveillance menée par la CIA, ce genre de choses. Et la droite soutenait ces choses-là. Tout cela s'est complètement effondré.

Il y a eu récemment une réunion chez Tucker Carlson. C'est un commentateur conservateur célèbre, qui a longtemps été un fervent soutien de Trump. Il a rompu avec Trump. Et, vous savez, c'était une série de conservateurs républicains autrefois pro-Trump : Marjorie Taylor Greene, l'ancienne députée ultra-conservatrice de Géorgie, Thomas Massie, le député libertarien du Kentucky récemment battu dans sa campagne de réélection, et plusieurs autres. Ils parlaient tous de la nécessité d'avoir un parti anti-guerre en Amérique. En gros, de la nécessité d'un parti conservateur anti-guerre. Encore une fois, pour quelqu'un de ma génération, je trouve ça intéressant.

On pourrait même dire déroutant, parce que cela va tellement à l'encontre de ce que c'était avant. À gauche, vous avez... Vous savez, la gauche a récemment enchaîné les succès. Les Socialistes démocrates d'Amérique sont devenus une force majeure au sein du Parti démocrate. Ils ont récemment investi quelqu'un qui a de fortes chances d'être élu sénateur du Michigan, El-Sayed, qui est membre des Socialistes démocrates d'Amérique. C'est vraiment quelqu'un de très talentueux. Zohran Mamdani, le maire de New York, est membre de cette organisation socialiste. Bernie Sanders a contribué à la légitimer il y a dix ans. Et donc, je pense que vous assistez à ce regain du mot « socialisme » en Amérique.

Et sur la politique étrangère, ils sont clairement contre la guerre contre l'Iran, et contre le soutien des États-Unis à Israël. Enfin, ils prennent une position très ferme sur la guerre à Gaza, en particulier sur les choses horribles, et même, il faut le dire, génocidaires, qu'Israël y a commises, n'est-ce pas ? Mais dans presque tous les autres conflits, ils sont soit silencieux, soit même favorables

à la guerre. Sur l'Ukraine, à ma connaissance, la plupart de ces gens, et El-Sayed en particulier, sont favorables à la guerre et la soutiennent. Ils soutiennent la guerre contre la Russie. Sur la Syrie, sur l'Afghanistan, sur toute une série d'autres sujets, ils ont soit gardé le silence, comme l'autre gauche, soit approuvé ces choses-là.

Et je pense que, vous savez, ce qu'on voit à gauche, c'est que ce que vous présentez comme une position anti-guerre de principe relève en fait d'une autosatisfaction morale. Comme si cette autosatisfaction morale était, à elle seule, une justification. Vous avez adopté une position moralement autosatisfaite qui, de toute évidence, est la bonne position. On pourrait appeler ça le sophisme moraliste : utiliser un langage moraliste prouverait que votre position est morale et que vous êtes une personne morale. Ce qui ne découle pas du tout de cela. Mais passons. Et je pense que le ton moralisateur associé à des choses comme la guerre contre la Russie en Ukraine les séduit énormément.

Et il y a aussi autre chose : les guerres culturelles. Poutine a été associé au conservatisme social. Vous savez, il n'y a pas de marche des fiertés à Moscou, par exemple. Il ne... enfin, je veux dire, vous savez, je suis un grand défenseur des droits des homosexuels, et je n'aime pas les gens qui diabolisent les homosexuels. Ce n'est pas du tout mon truc. Mais c'est une question distincte de celle-ci : est-ce qu'on devrait faire la guerre à des gens comme ça ? Ça me semble être une très mauvaise façon d'aider les homosexuels que de faire la guerre. Et donc, je pense qu'au fond, les questions culturelles — le genre, la race et la sexualité — exercent une emprise considérable sur la gauche. À tel point que, je pense, la politique étrangère est cadrée... enfin, elles cadrent les questions de politique étrangère d'une manière très superficielle, dirais-je.

#Pascal

Oui, mais il faut aussi reconnaître à quel point l'appareil de guerre des États-Unis, et de l'Occident en général, est incroyablement efficace et habile pour surfer sur ces vagues populaires, n'est-ce pas ? Il y a dix ou quinze ans, aux États-Unis, dans l'armée, il y avait la politique du « ne demandez pas, ne dites pas ». Et aujourd'hui, l'armée américaine cherche activement à recruter des personnes gays, transgenres, et ainsi de suite. Elle se vante d'être un employeur qui garantit l'égalité des chances. J'ai reçu Chris Mott dans cette émission. Il parlait du « pinkwashing » dans l'armée. Du genre : « Oh oui, les gays sont les bienvenus. » Et puis, les bombes gays deviennent des bombes pour le bien, n'est-ce pas ? On bombarde ces gens pour les aider. Je veux dire, c'est tout simplement ingénieux. Et, bien sûr, ça capte exactement ce public-là : la gauche libérale, qui dit : « Oh oui, en fait, apportons-leur les droits des homosexuels avec nos bombes roses. » Désolé.

#David Gibbs

Je suis désolé. Vous voulez finir ? Je vous prie de m'excuser. Je vous ai interrompu.

#Pascal

Désolé, je disais simplement que c'est ça, l'idée. Désolé, bien sûr, ils ne le présentent pas, ils ne le formulent pas comme ça. Mais en réalité, c'est un abus énorme. Et pour moi, en tant qu'homme gay, c'est aussi une énorme insulte à l'intelligence des gays que de dire : non, au fait, vous êtes faciles à manipuler.

#David Gibbs

Oui, il y a quelques années, il y avait une célèbre vidéo de recrutement de la CIA, avec une agente de la CIA d'origine hispanique. Elle se pavanait en expliquant à quel point elle était intersectionnelle, et à quel point la CIA l'était aussi. C'était une vidéo de recrutement de la CIA. C'était assez hilarant, en fait. Et donc, l'idée selon laquelle le langage du genre, de la race et de la sexualité serait, d'une certaine manière, radical ou antisystème, est très superficielle et très stupide. Mais malgré tout, ça a été efficace. Je pense que ça a servi à vendre la guerre et à diaboliser des ennemis. Je dois dire que, même sur l'Iran, il y a beaucoup de gens à gauche — je connais personnellement des gens qui ont fait ça — qui, au départ, étaient favorables au renversement du gouvernement iranien, ou qui parlaient au moins de manière assez positive de cette possibilité, parce qu'il maltraite les femmes et les homosexuels.

Et donc, encore une fois, c'est très superficiel et idiot, parce que regardez ce qui s'est passé. Regardez ce que ça a produit. Nous avons eu une guerre majeure qui vient de dévaster l'Iran. L'Iran finira par gagner la guerre, mais à un coût immense, énorme, pour le pays. Et malheureusement, les gens de gauche auront joué un certain rôle en contribuant à poser les bases propagandistes de tout cela, qu'ils le veuillent ou non. Ils avaient un article — dans une publication associée à la New Left Review, appelée Sidecar, je crois. Cet article disait, en gros, que le soulèvement contre le gouvernement était un soulèvement purement populaire, et il dénigrait l'idée qu'il ait été dirigé de l'extérieur. Or, la presse israélienne parlait ouvertement du fait que le Mossad y apportait son aide.

Il était clairement soutenu de l'extérieur dans le cadre d'une opération de changement de régime. Et donc, je pense qu'il y a là une énorme naïveté. Mais l'implication est très simple : l'ancienne division entre la gauche et la droite — selon laquelle la gauche est anti-interventionniste et la droite pro-interventionniste — a disparu. Elle a totalement disparu. Idéalement, on verrait aujourd'hui des forces convergentes, réunissant des gens de différentes idéologies, contre la guerre et le militarisme. Je pense que c'est quelque chose dont la politique américaine a cruellement besoin. Et malheureusement, ce serait très difficile à réaliser, encore une fois, à cause des questions culturelles. Je pense qu'il y a des gens qui constateraient qu'il y a au moins certains sujets sur lesquels, pas du tout, ils pourraient être d'accord avec Tucker Carlson.

Mais ils ne voteraient plus jamais pour lui parce qu'il est anti-avortement. Moi, je suis pour l'avortement. Je suis favorable au droit à l'avortement. Je le comprends. Mais je souligne simplement que les questions culturelles et sociales vont rendre une alliance de ce type très difficile et problématique. Cela va entraver tout effort visant à créer un véritable parti anti-guerre aux États-

Unis. Je ne connais pas bien la situation en Europe, mais je suppose qu'il se passe quelque chose de similaire là-bas. Vous avez des partis populistes de droite, pour lesquels je ne voterais pas, pour toutes sortes de raisons. Ils ne m'attirent pas du tout. Mais je pense que, dans la mesure où il y a ici une dynamique anti-guerre, elle vient souvent de partis comme l'AfD. Est-ce que je me trompe ?

#Pascal

Non, vous avez raison. Mais le problème avec eux, c'est que, de l'autre côté, ces partis ont tendance à être favorables à la paix avec la Russie. Mais dès qu'il s'agit d'Israël et de la question arabe, de la question palestinienne, alors là, c'est : non, bien sûr que ces Blancs doivent se défendre. C'est vrai. Ce n'est pas anti-guerre au sens d'être contre la violence. C'est plutôt une question de savoir quel type de violence. Et l'establishment actuel, c'est plutôt : « Oh, toutes les formes de violence sont formidables, tant qu'on n'aime pas les gens auxquels elle est infligée. » Et puis la droite, c'est un peu plus : « Ouais, non, vous savez, les Blancs comme nous, peut-être pas. » Mais alors, vous avez une sorte de graphique, comme dans Family Guy : à cette teinte de brun-là, c'est acceptable. Oui.

#David Gibbs

Je pense qu'il y a eu des efforts pour, en quelque sorte, dépasser ce tribalisme, de la part de personnes qui, à mon avis, ont des principes et sont intelligentes. Je pense à Sarah Wagenknecht, en Allemagne, et à George Galloway, en Grande-Bretagne, pour qui j'ai tous deux du respect. Malheureusement, ils n'ont pas eu beaucoup de succès sur le plan électoral. Je suis sûr que l'establishment fait tout ce qu'il peut pour les battre. Mais je pense qu'ils ont un problème plus important : ils sont entre deux chaises, vous voyez ? En gros, il y a la gauche traditionnelle, qui veut écraser Poutine, puis il y a la droite. Et eux essaient, en quelque sorte, de combler ce fossé. Mais trop de gens votent tout simplement pour l'un ou pour l'autre. Et, apparemment, il n'y a pas assez de place pour que quelqu'un comme Wagenknecht entre au Bundestag.

#Pascal

Non, c'est vrai. Même si elle aurait peut-être pu y arriver, s'ils avaient compté les votes correctement. Mais voilà, c'est comme ça. Ça ne représenterait quand même qu'un soutien de cinq, cinq virgule un pour cent, pas de vingt-cinq, trente pour cent ou quelque chose comme ça. Oui, ça m'a déçu. C'est peut-être պարզապես

#Pascal

Parce que, encore une fois, ce qu'on constate, c'est qu'il existe un consensus relativement large, d'une manière ou d'une autre, en faveur de la belligérance avec la Russie, en faveur de la belligérance en Asie occidentale. Même s'il n'est pas absolu, il existe. Mais nous sommes maintenant confrontés à cette nouvelle réalité : la Russie ne cède pas. Elle ne cède tout simplement pas. L'Iran ne cède pas non plus. Exactement. Le Hamas ne disparaît pas. Alors, soudainement, on se heurte à ce mur de la

réalité. Et, pour revenir à la métaphore du Vietnam, qu'est-ce qu'il faut donc, dans l'Occident politique, aux États-Unis, pour faire basculer les choses ? Parce que, vous savez, l'une des scènes les plus fascinantes pour moi ces dernières années, c'était en deux mille vingt-trois, n'est-ce pas ?

Quand Joe Biden était à Hanoï et qu'il serrait des mains, vous savez, tout sourire, en concluant un partenariat stratégique, en faisant passer la relation entre les États-Unis et le Vietnam au niveau d'un partenariat stratégique, et en disant : « C'est une grande avancée. C'est formidable. C'est merveilleux. » L'homme à qui il serrait la main avait en fait combattu les Américains dans les tranchées, au Vietnam. Et il n'a pas... enfin, parce que le Vietnam, c'est bien sûr le Nord-Vietnam, n'est-ce pas ? Le Vietnam ennemi. Mais il y a un moment où tout bascule vers un autre récit, un récit complètement différent. Est-ce qu'une chose comme ça est envisageable ? Et si oui, combien de décennies faudrait-il ?

#David Gibbs

C'est une bonne question. Je ne sais pas. Je veux dire, je suis très surpris que les États-Unis aient eu ce rapprochement avec le Vietnam. Nous n'avons pas réglé nos relations avec Cuba, donc c'est très arbitraire. On pourrait penser que nous avons davantage de griefs contre le Vietnam que contre Cuba, mais c'est l'inverse. Il y a une certaine part d'arbitraire dans tout ça, que je n'arrive pas vraiment à expliquer. Je ne peux donc pas vous dire pourquoi c'est le cas. Cela dit, concernant l'Europe, ce que l'on constate, c'est effectivement que le niveau de vie des Européens... il y a un arbitrage entre les canons et le beurre. C'est d'ailleurs un sujet sur lequel je travaille en ce moment. Et l'opinion publique a toujours été quelque peu réticente à l'idée de faire la guerre.

Parce que je pense qu'au fond, ils comprennent qu'il y a ce compromis à faire, et qu'ils seront eux-mêmes les victimes d'une guerre. Donc, il faut une campagne de propagande et il faut contrôler l'information. Et ils le font à grande échelle en Europe. Ils le font aussi aux États-Unis, mais encore davantage en Europe, c'est mon impression. Le problème, c'est quand la réalité devient tellement décalée par rapport à la propagande qu'elle vous saute au visage. Et je pense qu'on approche de ce point en Europe. Alors les gens diront : « Nous avons baissé notre niveau de vie. Nous avons désindustrialisé le continent de façon permanente. Nous avons affaibli le tissu social de l'Europe. »

Nous avons rendu toute réconciliation avec la Russie extrêmement difficile, au moins pour peut-être des décennies à venir. Nous avons fait sauter le gazoduc Nord Stream. Nous avons fait toutes ces choses-là, et maintenant, nous allons perdre la guerre aussi. Nous n'aurons même pas la victoire. Et vous, les élites, vous aviez promis la victoire. Vous nous avez dit encore et encore : nous sommes à deux doigts de la victoire, Poutine est sur le point de tomber. Et c'est lui qui va gagner la guerre. Comment vont-ils expliquer ça ? Ils ne pourront pas l'expliquer. Et je pense que vous pourriez avoir une grave instabilité politique en Europe. Il est très probable que l'AfD arrive au pouvoir en Allemagne, le Front national en France. Vous allez avoir ça.

Ce qu'ils vont faire et comment ils vont rétablir l'ordre, personne ne peut le savoir. Je soupçonne que nous allons traverser une longue période d'instabilité en Europe, accompagnée de violences de rue. Souvent, lorsque ces problèmes ne sont pas traités sur le plan électoral, les gens descendent dans la rue. C'est une possibilité bien réelle. Aux États-Unis, je pense que cette possibilité est encore plus grande, parce que nous avons une histoire de la violence beaucoup plus marquée. Les États-Unis sont un pays bien plus violent. Nous avons beaucoup d'armes ici. Alors, je crains vraiment une flambée de violence. Vous savez, Trump a déclaré au départ, lorsqu'il a signé le protocole d'accord, qu'il l'avait fait parce qu'il ne voulait pas entrer dans l'histoire comme Herbert Hoover.

Il ne voulait pas provoquer une Grande Dépression. Autrement dit, il a regardé les faits et compris qu'il y avait une réelle possibilité de crise économique, voire de Grande Dépression. C'est pour ça qu'il a fait marche arrière. Mais ensuite, bien sûr, il a violé le protocole d'accord, et nous revoilà en guerre, ou du moins dans un état de semi-guerre avec l'Iran. Donc, vous savez, on pourrait avoir une crise économique majeure. Deux guerres, deux grands théâtres de guerre sont en cours en ce moment. Ça ne peut qu'être très déstabilisant pour l'économie mondiale. Je suis très surpris qu'elle ait tenu aussi longtemps. Et donc, si vous avez un ralentissement économique lié à tout ça, puis que vous perdez deux guerres, vous pourriez connaître une période d'instabilité très grave. Est-ce que l'Amérique aura un Roosevelt pour rétablir l'ordre d'une manière relativement bienveillante ? Je ne parierais pas là-dessus.

#Pascal

Oui, le problème, vous savez, c'est que je ne connais pas beaucoup d'élites aux États-Unis qui aient dû souffrir personnellement à cause d'une position favorable à la guerre. En général, être favorable à la guerre vous apporte du soutien et, au pire, on vous chasse du pouvoir. Mais même Nixon, vous savez, il a ensuite pu prendre sa retraite, et tout ça. On dit qu'une partie de l'explication de l'assassinat de JFK, ce n'est pas qu'il voulait faire la guerre. C'est qu'il envisageait sérieusement une paix avec la Russie. C'est au moins l'une des pistes avancées. Donc, être favorable à la guerre ne provoque pas vraiment de souffrances personnelles. En Europe, c'est différent, non ? Certains dirigeants favorables à la guerre ont vraiment connu une fin très brutale, notamment, bien sûr, Mussolini et Hitler. Cela dit, d'autres qui ont fait ça à répétition, disons les Britanniques, en ont à peine payé le prix, non ? Leurs dirigeants, en tout cas. Donc, les dirigeants actuels — et les dirigeants actuels se voient comme... Oui, je pense que c'est juste.

#David Gibbs

Oui, il va être très difficile d'expliquer ça au public. Je pense que le public n'acceptera tout simplement pas un résultat catastrophique. Nous avons dépensé des centaines de milliards, et qu'avons-nous à montrer pour cela ? Je ne vois pas ça très bien se passer sur le plan politique. Et l'une des choses qu'ils constatent, je dois le dire, c'est que la qualité des dirigeants en Europe, en ce moment, est historiquement parmi les pires qu'on ait jamais vues. Il faudrait remonter aux années

trente, vous savez, à ce genre de personnes en France qui ont donné à la France la ligne Maginot, ces génies militaires qui ont fait ça. Je pense que c'est le niveau de réflexion que nous avons aujourd'hui à l'Élysée et au 10 Downing Street. Voilà ce que nous avons : des gens sans imagination, qui, au fond, ne pensent qu'à une seule chose. La seule solution qu'ils soient capables de trouver, c'est la guerre. Je pense qu'il y avait l'idée que la guerre allait, d'une certaine manière, rapprocher les pays. Qu'elle résoudrait tous nos problèmes. Qu'elle allait, je ne sais pas...

#Pascal

Cela briserait la Russie. Cela rendrait tout beaucoup plus facile. Et puis, vous savez, l'Ukraine va chez BlackRock, et tout le monde gagne beaucoup d'argent. Je pense que...

#David Gibbs

Cela rapporte beaucoup d'argent. Et puis, je pense qu'ils ont aussi vu les dépenses militaires comme un moteur de croissance économique. L'économie européenne est devenue relativement stagnante et manque de productivité. Ils se disent donc que les dépenses militaires vont restaurer tout cela. En réalité, ça ne marche pas, pour de nombreuses raisons. Les dépenses militaires sont, en fin de compte, un moyen très inefficace de stimuler la croissance. Il existe de bien meilleures façons de le faire. Et ils ont coupé leur accès à l'énergie. Or, pour croître, il faut essentiellement de l'énergie, et ils l'ont coupée. Il n'y a pas de bon substitut. Donc, avec un instant de réflexion, on voit que ça ne va pas marcher. Mais je pense qu'il y a une certaine forme de désespoir. Je perçois un certain désespoir chez les élites européennes.

Et donc, je pense que, là encore, ce qu'ils redoutent, c'est... Vous avez évoqué, d'ailleurs, la question de la responsabilité. Pour moi, c'est fascinant, cette absence de responsabilité. Il y a eu une période aux États-Unis où il y avait une responsabilité. C'était pendant le Vietnam. Johnson... il n'a pas quitté ses fonctions. Il a renoncé à se présenter à sa réélection. C'était comme s'il avait quitté ses fonctions. Je suis tout juste assez âgé pour m'en souvenir vaguement. Et il est parti, en gros, dans le déshonneur. Il avait été extrêmement populaire plus tôt dans sa carrière, et il est parti dans le déshonneur. Il n'a pas vécu très longtemps après. Il est mort, je crois, cinq ans plus tard, je pense, dans le désespoir. Le Vietnam l'avait largement discrédité. Nixon, à mes yeux, le Watergate, c'était entièrement lié au Vietnam.

Nixon a quitté ses fonctions à cause du scandale du Watergate. Mais je pense que, au fond, le véritable enjeu, le vrai scandale, c'était le Vietnam. C'était ça, le vrai scandale, et le Watergate servait de substitut. On pourrait dire que le Watergate, à bien des égards, a été surévalué. C'était simplement, vous savez, une effraction illégale, une dissimulation. Mais comparez cela au massacre de My Lai. Comparez cela à d'autres choses que Nixon a faites, comme le renversement d'Allende au Chili. Ce n'était rien. Et donc, je pense que cela reflétait une perte de confiance du public envers les structures élitaires, et le besoin de trouver un bouc émissaire. Nixon était un bouc émissaire utile parce que, vous savez, c'était évidemment un acteur très cynique.

Il était très peu séduisant, à bien des égards. Et donc, je pense qu'il a... qu'il en a payé le prix. Il a quitté ses fonctions dans le déshonneur. Robert McNamara a quitté ses fonctions dans le déshonneur. Bon nombre de ces gens ont payé un prix en termes de réputation. Ce qui est très frappant, c'est que ça ne s'est pas reproduit. Les gens qui nous ont amené la guerre d'Irak, cette guerre d'Irak catastrophique, la guerre contre le terrorisme, eux n'ont rien payé du tout. Victoria Nuland, bien sûr, était conseillère de Richard Cheney. Et elle a été récompensée. Elle a gravi les échelons grâce à son échec. Elle est ensuite devenue une conseillère de premier plan en politique étrangère auprès d'Hillary Clinton, qui l'a nommée secrétaire d'État adjointe sous Obama. Et elle a contribué à nous amener la guerre en Ukraine, après nous avoir amené la guerre en Irak.

Elle n'a absolument pas subi les conséquences de ses échecs. À Washington, rien ne vous fait autant monter que l'échec. Donc, il n'y a aucune responsabilité. Enfin, la responsabilité, c'est une chose du passé. Mais je me demande si on n'arrive pas au bout de ce système. Je pense que l'une des raisons pour lesquelles Donald Trump a été élu, c'est que le public, à plusieurs niveaux, s'était lassé de ce système. D'abord, la guerre contre le terrorisme a été, je pense, une expérience très amère pour le public américain, y compris pour des gens qui avaient soutenu George Bush au départ, beaucoup de républicains. J'enseigne dans le sud de l'Arizona, où beaucoup de militaires viennent assister à mes cours, et je l'ai vu se produire. Ils ont été très amers à cause de la guerre contre le terrorisme.

Et je pense que c'est l'une des choses qui ont fait émerger Bernie Sanders et Donald Trump. Ironiquement, ils étaient les deux faces d'une même pièce. Ce sont tous les deux des candidats antisystème. Il y a aussi eu l'effondrement financier de deux mille huit. Vous savez, la déréglementation néolibérale nous avait conduits à cet effondrement financier, qui a détruit le niveau de vie des gens. Et personne n'en a payé le prix non plus. Il n'y a pratiquement pas eu de poursuites. Il n'y a eu aucune enquête. Aucune reddition de comptes, quelle qu'elle soit. Donc je pense que l'absence de responsabilité était devenue un vrai thème de la politique américaine. Je soupçonne que cela devient aussi un thème de la politique européenne. Perdre la guerre en Ukraine et en Iran accélérera considérablement ce processus, je pense.

#Pascal

Oui, si cela va être présenté comme une défaite, n'est-ce pas ?

#David Gibbs

Quel scénario ? Je n'en vois aucun dans lequel on pourrait masquer tout ça et l'étouffer, mais peut-être que vous avez un avis là-dessus.

#Pascal

Eh bien, Zelensky qui part en exil avec toute son entourage, puis qui organise, depuis la Grande-Bretagne, vous savez, la guerre de résistance. Vous pouvez la maintenir en activité. Et puis, de

temps en temps, une voiture piégée explose et tue un général russe ou je ne sais quoi. Et là encore : victoire, il faut juste tenir bon. On peut faire durer ça de bien des façons, pendant assez longtemps. Parce que c'est... au moins, au moins cinquante pour cent de cette affaire est une guerre de propagande. C'est comme une guerre imaginaire, non ? La question, c'est de savoir qui peut gagner ça. Et, fait intéressant, jusqu'ici, les seuls qui aient été prêts à mener la guerre de propagande sur le terrain de l'Occident, ce sont les Iraniens. Ils ont choisi de faire les films Lego. Ils ont choisi de dire : bon, d'accord, on va aller sur Twitter. Les Russes, eux, ont abandonné ça dès le départ. Ils ont même dit, en substance : on ne peut pas gagner celle-là, donc on ne va même pas la mener.

#David Gibbs

Non, c'est vrai. C'est vrai. L'Iran a été plus habile à ce jeu-là. C'est tout à fait vrai. Je suis d'accord avec ça. Vous savez, John Mearsheimer rejoint en partie votre point de vue : selon lui, l'Ukraine continuera, pour ainsi dire indéfiniment, à être utilisée comme un bélier contre la Russie. Je pense que la Russie va essayer d'en faire un État croupion dysfonctionnel, ce qu'elle est en train de faire. Mais malgré tout, ce ne sera pas la fin de tout quand l'Ukraine sera vaincue. L'Europe et les États-Unis, ou du moins l'Europe, voudront maintenir cela aussi longtemps que possible, allez savoir combien de temps. Vous voyez, je suis un peu plus optimiste. Et c'est peut-être une erreur. C'est toujours une erreur d'être optimiste, mais je le suis un peu sur ce point, parce que je me souviens du Vietnam. Et le Vietnam a durablement discrédité toute l'idée d'intervention, toute l'idée du militarisme.

Cela a vraiment entraîné des changements spectaculaires pendant quelques années, au moins, dans la politique américaine. Et le public a montré son vilain visage. Il a affirmé un pouvoir indépendant, comme il ne l'avait jamais fait auparavant, et c'était nouveau pour les gens. Ça a choqué beaucoup de monde. Et j'espère que quelque chose de semblable se produira ici. De la même manière que l'offensive du Têt a, en quelque sorte, réduit à néant l'explication officielle de ce qui se passait, détruit la crédibilité de tout l'establishment de la politique étrangère et changé la politique, forçant finalement les États-Unis à quitter le Vietnam et, au moins, à réduire leur interventionnisme à l'étranger, j'espère que quelque chose de ce genre est sur le point de se produire ici. Vous allez connaître un déficit de crédibilité d'une ampleur spectaculaire, et le public européen va montrer son vilain visage et dire : « Ça suffit. » Mais, vous savez, ça me plaît.

#Pascal

Je veux dire, ce serait un espoir, qu'on puisse désamorcer ça. Parce que, si ça continue comme maintenant, l'Europe pourrait avoir de bien, bien plus gros problèmes si les Russes en arrivent au point de dire : « Hé, pourquoi est-ce qu'il n'y a que nos villes qui brûlent à cause des drones ? Si vous voulez cette guerre, une guerre à grande échelle, alors on va vous la donner. » Vous le savez.

#David Gibbs

Une guerre nucléaire pourrait très bien marquer la fin de tout ça. Il y a clairement un risque. Ce qui m'étonne, c'est que les gens ne soient pas davantage inquiets, parce que c'est bel et bien sur la table. Les États-Unis et les Européens ont fait des choses qui n'avaient jamais, au grand jamais, été envisagées pendant la Guerre froide. Je veux dire, la base de bombardiers, la base de bombardiers nucléaires stratégiques, attaquée par les Ukrainiens, presque certainement avec la complicité des États-Unis et des Britanniques... Bon, ça n'avait jamais été tenté pendant la Guerre froide. Et là, ça a été fait. Et c'est incroyablement provocateur. Kaja Kallas qui dit, vous savez, qu'elle aimerait envisager de démanteler la Russie en plusieurs morceaux. C'est un pays qui possède mille cinq cents, peut-être même mille huit cents armes nucléaires activement déployées. Vous voulez vraiment provoquer une guerre nucléaire ? Parce que c'est presque comme si c'était ce que voulait Kaja Kallas. Quand j'étais dans les pays baltes, j'avais presque l'impression que c'était ce que les gens voulaient.

#Pascal

C'est là que ce stupide stéréotype sur les Russes fait tant de dégâts, par rapport à ce qu'on disait au début. Vous savez, quand on est russophobe et qu'on croit à la fois qu'ils sont des bêtes et qu'ils sont ridicules, alors on ne les prend pas au sérieux. Et l'exemple qui m'est venu récemment à l'esprit, c'est la manière dont le Japon aborde la Corée du Nord. Ils qualifient le dirigeant nord-coréen de fou, mais ce n'est pas une insulte. Ça vient de la peur. Ils ont peur des Nord-Coréens. Et il n'y a pas de phobie envers les Nord-Coréens. Il y a simplement de la peur. Mais ils n'essaient pas de les provoquer. Ils ne disent pas : « Il faut démanteler la Corée du Nord. Il faut envahir la Corée du Nord. » Au contraire, ils les craignent à juste titre. Et cela crée, en réalité, une stabilité. Les Européens, eux, ne craignent pas les Russes. Et c'est là que Karaganov a dit : « Il faut, il faut les bombarder. » Et cela alimente alors cette spirale, cette boucle.

#David Gibbs

Eh bien, encore une fois, en allant dans les pays baltes, l'une des raisons pour lesquelles j'avais hâte de le faire, c'était d'avoir une idée directe de ce à quoi ressemble une forme d'irrationalité vraiment profonde. Et cela ressemblait bel et bien à une sorte de haine aveugle, à un besoin de revanche, à un besoin de vendetta. Et, vous savez, qui sait où cela va mener ? Mais comme je l'ai dit, j'espère que l'opinion publique européenne — peut-être pas dans les pays baltes, mais ailleurs — mettra le holà et dira non.

#Pascal

Que Dieu vous entende, mon ami. Espérons-le, parce que, honnêtement, honnêtement, il faut que ça s'arrête progressivement. Sinon, ça va devenir bien, bien pire. Alors, David, les gens qui veulent retrouver votre travail, où doivent-ils aller ?

#David Gibbs

Ils peuvent simplement chercher mon nom sur Google, David N. Gibbs, avec un N, ou aller sur dgibbs.arizona.edu.

#Pascal

Je mettrai les liens vers tout ça dans la description ci-dessous. Et puis, nous nous retrouverons, je l'espère assez bientôt, avec un autre de nos amis. Nous verrons si nous pouvons organiser cela. D'ici là, professeur David Gibbs, merci beaucoup pour le temps que vous nous avez accordé aujourd'hui.

#David Gibbs

Merci beaucoup. Au revoir.